



TRIDE: Soutenir la Transition par la Sécurité Alimentaire, Ensemble

Aligner les communautés autour
de la terre, de l'eau et des
marchés à l'est de la RDC



À propos

TRIDE (2021-2026) est mis en œuvre par un consortium de trois organisations internationales :

VNG International est l'agence de coopération internationale de l'Association des municipalités des Pays-Bas (VNG). Ancrée dans la longue tradition néerlandaise de gouvernance locale, elle renforce les administrations locales démocratiques dans le monde entier afin de bâtir un avenir meilleur pour toutes et tous. Depuis sa création en 2001, VNG International développe des solutions pratiques et innovantes qui améliorent la capacité et la résilience des gouvernements locaux.

ZOA fournit une assistance d'urgence aux populations touchées par des conflits violents et des catastrophes naturelles dans des contextes fragiles. ZOA soutient également les communautés dans la reconstruction de leurs moyens de subsistance, l'amélioration de l'accès aux services de base et le renforcement de leur résilience, afin de permettre un relèvement durable.

Agriterra est une agence agro-professionnelle internationale qui soutient les organisations paysannes et les coopératives. Elle les aide à se professionnaliser, à améliorer leur gouvernance et leurs services aux membres, et à établir des liens plus fiables avec les marchés et les institutions financières.

Le programme est financé par le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Version – novembre 2025



Royaume des Pays-Bas

TRIDE : Une région en transition

L'est de la République démocratique du Congo reste fragile après des années de conflit et de déplacements. L'insécurité alimentaire qui touche les communautés locales est à la fois une cause et une conséquence de l'insécurité. Y remédier constitue donc une étape essentielle pour engager une transition vers la stabilité. TRIDE propose une approche globale pour atteindre cet objectif.

Lancé en 2021, le programme Transition pour le Développement Inclusif à l'Est de la RDC (TRIDE) renforce la sécurité alimentaire à travers trois axes étroitement liés: la terre, l'eau et les marchés, soutenus par une gouvernance locale renforcée. Le programme consolide également les conditions nécessaires au changement durable, notamment la médiation des conflits, l'égalité de genre, les opportunités pour les jeunes, la participation active des communautés, des chaînes de valeur renforcées et un développement économique local plus dynamique.



Sur le terrain, TRIDE collabore avec les communautés et les institutions locales de gouvernance pour lever les principales contraintes qui limitent les moyens de subsistance ruraux. Le programme aide à clarifier et sécuriser les droits fonciers, soutient la gestion durable de l'eau et des sols, renforce les organisations de producteurs et les chaînes de valeur, et élargit les opportunités pour les femmes et les jeunes. Parallèlement, il renforce les capacités des autorités locales afin qu'elles puissent fournir l'accompagnement, la médiation des conflits et les services dont les communautés ont besoin. En combinant renforcement institutionnel et appui direct, TRIDE aide les familles à produire davantage et à mieux vivre, ce qui réduit les pressions à l'origine de l'instabilité.

TRIDE est mis en œuvre par un consortium de trois organisations : ZOA, VNG International et Agriterra, en étroite collaboration avec les autorités provinciales, les structures communautaires, les coopératives et la société civile. Le programme dispose d'un budget de 30 millions d'euros financé par le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas dans le cadre de son Programme Grands Lacs et est prévu jusqu'en 2026.

Nos résultats visés

TRIDE contribue à une transition de la fragilité vers la stabilité en améliorant la sécurité alimentaire au Nord et au Sud-Kivu à travers les résultats suivants:

Résultat 1. Les petits exploitants disposent d'un accès sécurisé à la terre et rencontrent moins de conflits

Le programme facilite un accès équitable et de plus longue durée à la terre pour les petits exploitants, soutient la mise en place de registres et de cartographies agricoles, et aide les communautés à prévenir ou résoudre les différends. Lorsque la tenure foncière devient plus claire et que les accords s'inscrivent dans la durée, l'investissement dans les parcelles augmente et les risques de conflit diminuent.

Résultat 2. Une gestion plus efficace des ressources en eau pour des sols productifs et des champs résilients

Les ménages et les villages élaborent des plans pour la gestion de l'eau et des sols, les pratiques culturales et d'élevage, ainsi que les petits travaux collectifs. Les comités de bassin versant coordonnent des actions qui protègent les zones de captage, réduisent l'érosion et les inondations, et stabilisent les rendements.

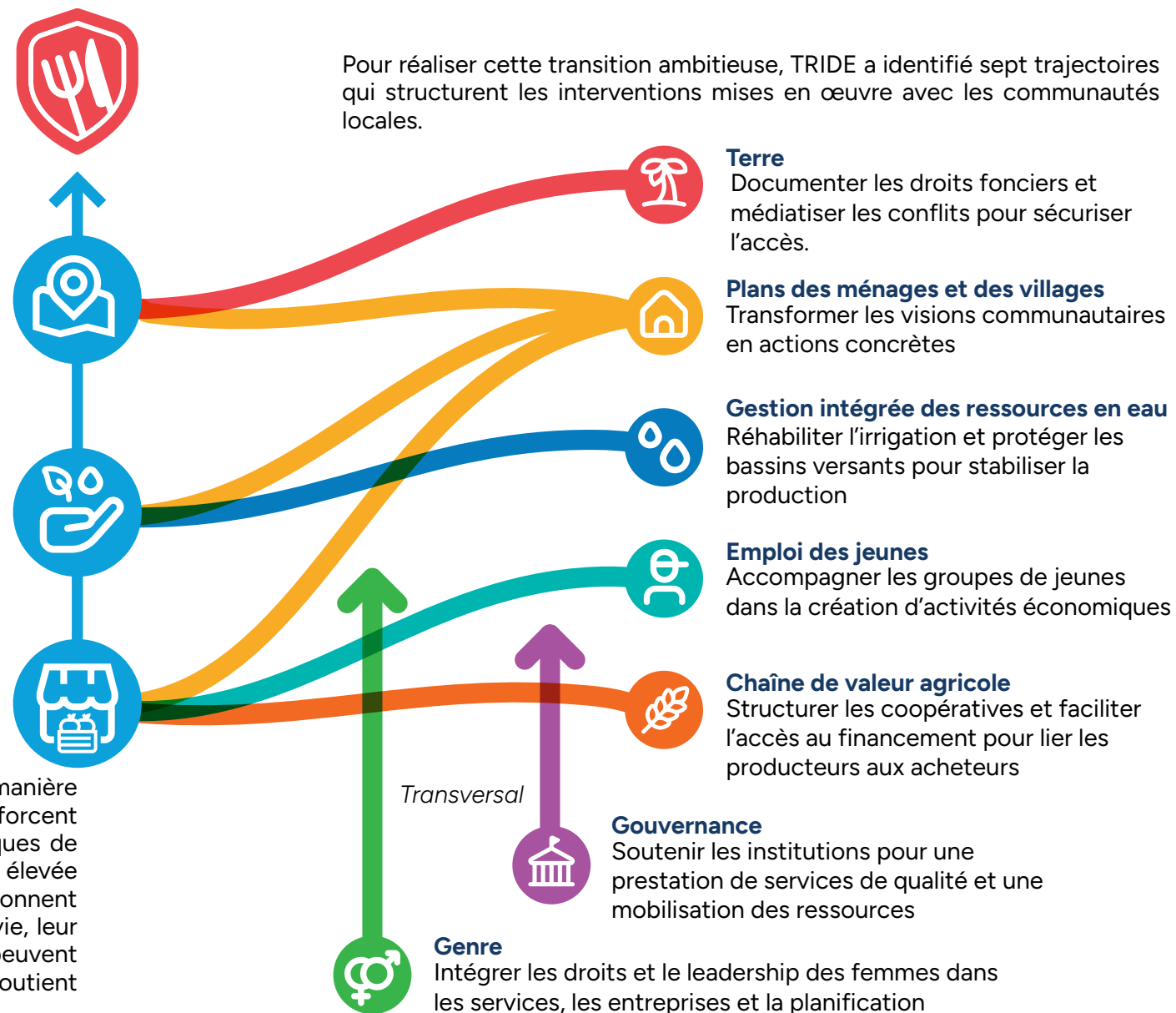
Résultat 3. Les coopératives et les marchés renforcent les chaînes de valeur, les revenus et l'emploi local

Les organisations de producteurs améliorent leur gouvernance et leurs services aux membres, accèdent à des intrants de qualité et à un appui technique, et établissent des liens plus fiables avec les acheteurs et les institutions financières.

Ces trois résultats sont étroitement liés à la gouvernance communautaire, qui concerne la manière dont les communautés gèrent leurs ressources telles que l'eau et la terre. Ils se renforcent mutuellement : un accès sécurisé et prévisible à la terre encourage l'adoption de pratiques de gestion de l'eau et des sols qui améliorent et stabilisent la production. Une production plus élevée et plus régulière se transforme en revenu lorsque les coopératives et les marchés fonctionnent correctement. À mesure que les ménages produisent davantage et gagnent mieux leur vie, leur dépendance à des stratégies de survie néfastes diminue et les communautés locales peuvent mieux planifier et mettre en œuvre leurs priorités, ce qui renforce la sécurité alimentaire et soutient une transition plus large vers la stabilité.

Nos voies d'action

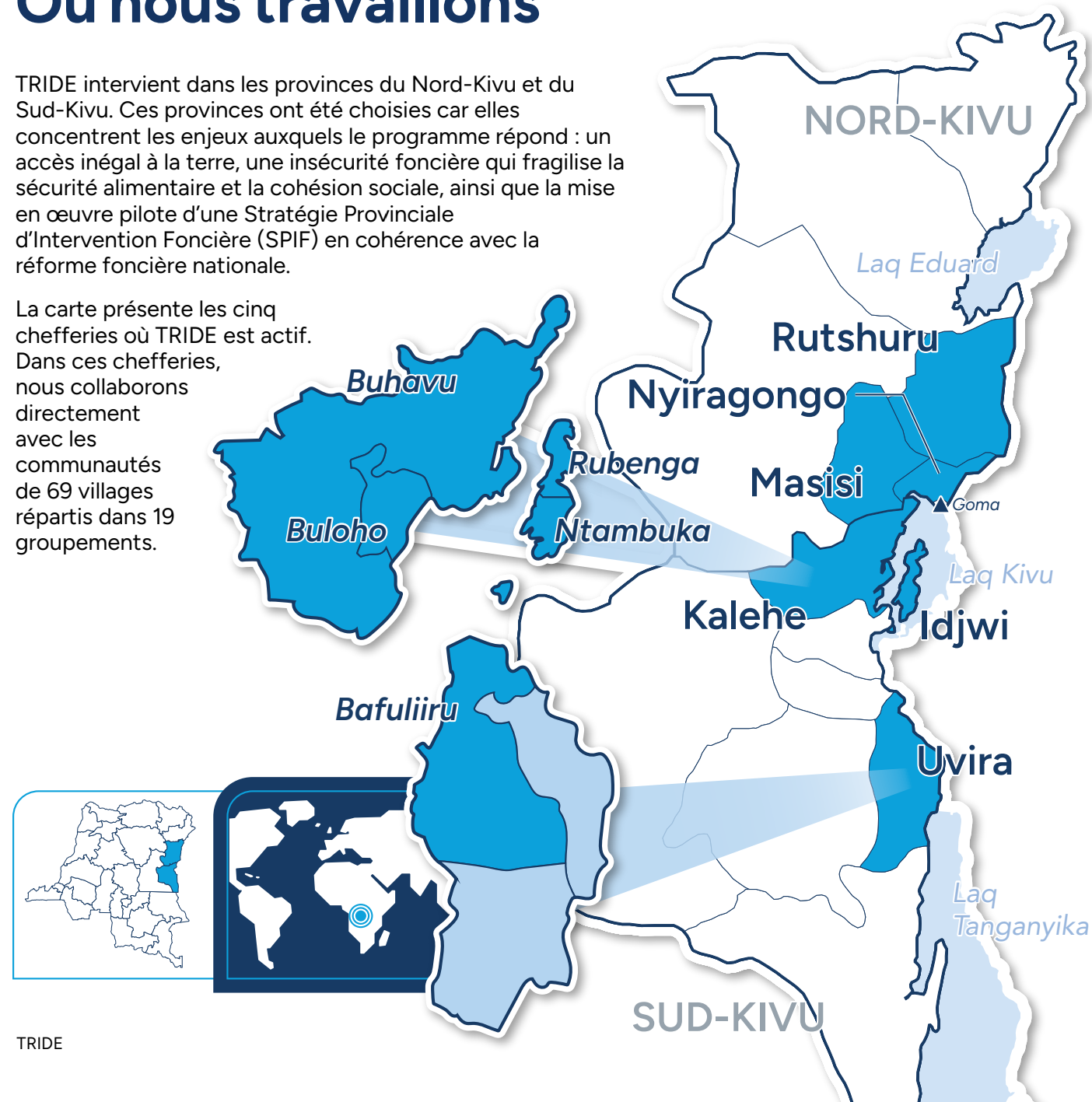
Pour réaliser cette transition ambitieuse, TRIDE a identifié sept trajectoires qui structurent les interventions mises en œuvre avec les communautés locales.



Où nous travaillons

TRIDE intervient dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Ces provinces ont été choisies car elles concentrent les enjeux auxquels le programme répond : un accès inégal à la terre, une insécurité foncière qui fragilise la sécurité alimentaire et la cohésion sociale, ainsi que la mise en œuvre pilote d'une Stratégie Provinciale d'Intervention Foncière (SPIF) en cohérence avec la réforme foncière nationale.

La carte présente les cinq chefferies où TRIDE est actif. Dans ces chefferies, nous collaborons directement avec les communautés de 69 villages répartis dans 19 groupements.



Qui fait quoi ?

Au sein du consortium, **ZOA** conduit les activités de terrain liées à la gouvernance foncière et à la gestion de l'eau en mobilisant les ménages et les villages, en facilitant et documentant l'accès à la terre et la tenure foncière, en médiatisant et en prévenant les différends, en accompagnant la planification des ménages et des villages, et en coordonnant la gestion intégrée des ressources en eau à travers les comités de bassin versant et les petits ouvrages.

VNG International pilote l'axe gouvernance en alignant les plans, les budgets et les règles locales sur les priorités des communautés, en soutenant des services publics inclusifs et responsables, en renforçant les instances participatives, et en menant le dialogue politique ainsi que le plaidoyer aux niveaux provincial et national.

Agriterra porte le développement des coopératives et des marchés en professionnalisant les organisations paysannes, en améliorant leur gouvernance et leurs services aux membres, en élargissant l'accès aux intrants et au financement, et en reliant plus efficacement les producteurs aux acheteurs pour que la production se traduise en revenus.

Ce que TRIDE a accompli

34 000 ménages
mettent en œuvre des plans de production qui améliorent directement l'accès à la nourriture



5 851 hectares
avec un accès formalisé et sécurisé pour les petits exploitants, et une réduction des conflits



54 villages
mettent activement en œuvre les plans des ménages et des villages en coordination avec les comités de bassin versant



5,4 millions de kilos
de produits vendus via des circuits organisés à des conditions plus prévisibles



167 groupes PIC
accompagnés dans l'entrepreneuriat durable (voir p. 17)



TRIDE a apporté des avancées tangibles en matière de **sécurité alimentaire**: les récoltes sont plus fiables, l'accès des ménages à la nourriture est plus stable et les structures locales contribuent à maintenir ces résultats.

Sur **le foncier**, les communautés disposent désormais d'un accès plus clair et durable aux parcelles, et les différends ont diminué grâce à la formalisation des droits d'usage et à la médiation précoce. Cette sécurisation encourage les agriculteurs à investir dans les sols, les infrastructures et la production, améliorant déjà la disponibilité alimentaire des ménages.

En matière **d'eau et de sols**, les ménages et villages appliquent leurs plans. Les comités de bassin versant coordonnent des mesures qui réduisent l'érosion et améliorent la gestion de l'eau, tandis que les travaux communautaires protègent les captages et réhabilitent les points d'eau, rendant les champs plus productifs et moins vulnérables aux chocs.

Sur **les marchés**, les organisations de producteurs ont renforcé leur gouvernance, amélioré leurs services et établi des liens plus stables avec les acheteurs et les institutions financières. Les blocages liés aux intrants et aux pratiques de transaction se sont levés, et davantage de produits sont vendus à des conditions plus équitables, consolidant la progression qui relie accès sécurisé à la terre, champs résilients et revenus plus fiables.

Les sections suivantes présentent les résultats par trajectoire.



L'équipe TRIDE

Les résultats de TRIDE sont le fruit du dévouement et de l'engagement d'une équipe locale implantée au Nord et au Sud-Kivu. Les facilitateurs de terrain, agents fonciers et médiateurs, techniciens GIRE, experts en gouvernance locale, conseillers coopératifs, collègues du MEAL, ainsi que le personnel en administration, logistique et sécurité maintiennent le programme en mouvement dans un contexte difficile. Ils planifient avec les ménages et les villages, documentent l'accès à la terre, accompagnent les groupes de producteurs et suivent les actions jusqu'à ce que les solutions tiennent dans le temps.

Face aux lignes de front changeantes et à l'incertitude, l'équipe s'est adaptée, est restée proche des communautés et a conservé une direction claire. Leur patience, leur courage et leur persévérance ont fait la différence entre un plan sur papier et un changement réel dans la vie quotidienne.



Gouvernance foncière

5 cadastres agricoles opérationnels pour sécuriser l'accès à la terre des petits exploitants



98 agents formés renforçant les capacités des services cadastraux et d'archivage pour une tenue fiable des dossiers



1 860 contrats de métayage formalisés, dont près de la moitié signés par des femmes



1 153 hectares faisant l'objet d'accords de métayage conclus entre exploitants et détenteurs, permettant un accès à la terre via des accords négociés



9 accords sociaux médiatisés pour résoudre des conflits



Lever les obstacles à l'accès et réduire les conflits fonciers

TRIDE a structuré son action foncière autour de trois volets : rétablir les services essentiels, formaliser l'accès et résoudre les différends. Les bureaux du cadastre agricole fonctionnent désormais aux niveaux provincial et territorial, où des agents formés appliquent des procédures standardisées pour l'accueil, l'archivage et la documentation des conflits. Des points mobiles rapprochent les services des zones rurales dépourvues d'archives, permettant d'enregistrer les transactions au plus près des communautés.

Pour formaliser l'accès, TRIDE a organisé des séances conjointes avec les CVD, les CDG et les autorités coutumières. À l'aide de modèles d'accords pour le métayage et l'accès à la terre, les parcelles ont été vérifiées sur site et les documents signés enregistrés dans les cadastres. Des droits fonciers clairs réduisent les risques pour les ménages agricoles lorsqu'ils investissent dans les sols et limitent les ambiguïtés pour les gestionnaires de concessions et de terres communautaires.

Pour la résolution des conflits, le programme a renforcé les capacités de médiation au sein des CVD, des CDG, des CGP et des autorités coutumières, et a connecté leur travail aux cadastres. Les différends suivent désormais des étapes définies pour l'établissement des preuves, la médiation et le suivi, ce qui limite l'escalade et réduit les retards agricoles. Les documents cadastraux

aident les médiateurs à suivre les décisions et à garantir que les accords ne se perdent pas entre services.

Au niveau provincial, les autorités ont clarifié les rôles des institutions foncières et encouragé le partage d'archives entre services fonciers, agricoles et judiciaires, réduisant les pratiques parallèles et renforçant la traçabilité des transactions.

Ces interventions ont un impact tangible : les agriculteurs planifient leurs saisons avec moins d'incertitudes et les administrateurs vérifient plus aisément la base des décisions. Avec le temps, la régularité des services, la formalisation des accords et des mécanismes de médiation fonctionnels soutiennent une production plus prévisible et réduisent les risques de conflit.

Pourquoi le métayage est-il si important ?

Le métayage est un contrat par lequel un détenteur de terres autorise un exploitant à cultiver une parcelle en échange d'une part de la récolte ou des revenus. À l'est de la RDC, c'est un moyen courant pour les ménages pauvres d'accéder à la terre, mais la prévalence d'accords oraux décourage l'investissement.

Parce que beaucoup de ménages dépendent d'un accès temporaire, des accords écrits sont essentiels : ils réduisent les disputes foncières et permettent de maintenir la mise en valeur des terres même en cas de tensions. La formalisation du métayage maintient les champs en culture, partage les risques entre détenteurs et exploitants, et ouvre l'accès à la terre pour des groupes marginalisés comme les jeunes et les femmes. L'enregistrement des accords aligne l'accès foncier sur les calendriers agricoles, stabilise les revenus et facilite la gestion locale. Des termes clairs réduisent aussi les risques de conflit, soutenant ainsi la sécurité alimentaire, l'emploi et la cohésion sociale.





Plans des ménages et des villages (PIP)

Une planification portée par les ménages et qui perdure

TRIDE cherche activement à aligner les plans et les ambitions des ménages avec celles du village et de l'administration locale. L'approche PIP du programme vise la participation et l'inclusion pour faire converger les dynamiques ascendantes et descendantes.

Dans les villages participants, les familles, les communautés et les autorités locales ont produit des visions concises et des plans annuels réalisables avec les moyens disponibles. TRIDE a accompagné des agriculteurs innovants et des paysans-formateurs pour adapter des techniques telles que le compostage, la lutte contre l'érosion, le paillage, le drainage, ou encore la lutte naturelle contre les ravageurs. Les ménages combinent ces pratiques avec de petits investissements dans le stockage, les potagers domestiques et l'élevage, afin d'optimiser le travail et le temps tout au long de la saison.

Les travaux publics renforcent ces choix. Les communautés ont réparé des chemins de desserte, dégagé des canaux de drainage et organisé l'accès à des points d'eau potable, au bénéfice de tous. La méthode est intégrée dans la planification des chefferies, en utilisant le PIP comme outil pratique de mise en œuvre des Plans de Développement Local (PDL), transformant les priorités des ménages et des villages en actions budgétisées par les autorités locales. Cela rend les services locaux plus réactifs aux besoins des communautés.

Le résultat est une adoption plus régulière de pratiques simples, une meilleure prévisibilité des périodes de plantation et des infrastructures modestes mais essentielles qui facilitent la production et l'accès aux ressources. Cela améliore la sécurité alimentaire en stabilisant les rendements, en augmentant la disponibilité alimentaire des ménages et en réduisant les périodes de creux entre les saisons.

Qu'est-ce qu'un PIP?

Le PIP (Plan Intégré Paysan) est une méthode participative de planification intégrée promue par TRIDE. Il commence au niveau du ménage, avec un plan agricole qui relie ressources, priorités et calendrier. La même méthode est appliquée au niveau du village pour permettre aux habitants et aux autorités locales de convenir d'une vision commune et d'une liste ciblée d'actions prioritaires. L'accent est mis sur la gestion durable de la terre et de l'eau, la participation, et la collaboration dans les décisions quotidiennes et les travaux communautaires. Le principe est que les agriculteurs peuvent progresser avec ce qu'ils ont, sans dépendre des dons. Une conséquence concrète est un changement dans les dynamiques décisionnelles : hommes, femmes et jeunes planifient ensemble.



29 nouveaux villages
élaborent une vision commune
et un plan d'action annuel



1 717 agriculteurs innovants
formés, capables
d'accompagner efficacement
les ménages voisins



10 488 ménages
adoptent de manière régulière
au moins deux pratiques
agroécologiques



7 186,6 hectares améliorés
grâce aux pratiques de
conservation des sols et de
l'eau



87 km de routes
de desserte ouverts ou
entretenus pour assurer
l'acheminement des produits





176 324 hectares
couverts par des plans
pratiques de gestion des
bassins versants



27 zones d'érosion restaurées
par les communautés



6 km de berges stabilisées
avec du bambou et des
ouvrages de protection



18 091 ménages
bénéficient d'un accès plus sûr
et plus proche à l'eau potable



2 084 hectares irrigués
pour la production de riz, de
maïs et de légumes



Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)

L'eau pour produire et protéger

Les interventions de TRIDE en matière de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) s'étendent sur quatre bassins prioritaires : Runingu, Luvubu, Gokwe et Lubimbi. Ces bassins ont été sélectionnés en raison de niveaux élevés d'érosion, de berges instables et de pressions concurrentes entre usagers situés en amont et en aval. Dans ces zones, TRIDE aide les communautés et les autorités locales à améliorer à la fois la disponibilité de l'eau pour la production et la protection des sols et des infrastructures.

Dans chaque bassin, les communautés travaillent avec les leaders locaux et les services techniques pour identifier les sites dégradés, stabiliser les berges et entretenir les canaux d'irrigation. Les plans de bassin permettent de déterminer où intervenir en premier, comment organiser les tâches et comment répartir les responsabilités entre les villages. Cela garantit que les actions menées en amont protègent les investissements en aval et que les ménages tributaires de l'irrigation bénéficient de débits plus réguliers tout au long de l'année.

Ces mesures techniques s'appuient sur une gouvernance locale renforcée. Les comités de bassin versant regroupent des comités de développement, des autorités coutumières, des associations d'usagers de

l'eau et les services concernés afin de définir des règles de base pour l'entretien, les prélèvements et la protection des berges. En établissant un cadre commun de prise de décision, ces comités réduisent l'érosion, limitent les conflits liés à l'usage de l'eau et assurent le fonctionnement des canaux pendant la saison sèche. Le résultat est une disponibilité hydrique plus fiable pour la production, des infrastructures mieux protégées et de meilleures conditions pour les ménages dont la sécurité alimentaire dépend d'un accès stable à l'eau.

Exemple tiré du terrain: Sécurisation de l'irrigation à Runingu grâce aux gabions

Dans le bassin de Runingu, les berges instables et l'érosion emportaient chaque année des sections critiques du canal d'irrigation. Des études ont guidé la mise en place d'ouvrages adaptés, notamment le renforcement du canal principal et la protection des rives.

L'installation de gabions — cages métalliques remplies de pierres — a été centrale. Agissant comme des murs souples, ils absorbent la pression, préviennent l'érosion latérale et dissipent la force des courants. Plus flexibles que le béton, ils s'adaptent aux mouvements du sol et se réparent facilement avec des matériaux locaux, ce qui les rend adaptés aux zones escarpées du Sud-Kivu.

Grâce aux gabions, le canal est désormais protégé contre les effondrements, l'eau s'écoule plus régulièrement, l'érosion en amont a diminué et l'envasement s'est réduit. Les agriculteurs peuvent planifier leurs cultures avec davantage de certitude. Cet investissement, soutenu par des rôles clairs pour les comités d'entretien, montre comment des structures simples et robustes renforcent l'irrigation et la résilience des bassins versants.





Emploi des jeunes

Des groupes PIC à de véritables entreprises

TRIDE aide les jeunes à passer de l'idée à l'entreprise opérationnelle grâce à un accompagnement court et à des repères clairs. Les groupes PIC sont au cœur de l'approche du programme pour renforcer l'emploi des jeunes et la chaîne de valeur, de la production aux services tels que le transport ou le stockage. L'appui transmet rapidement des notions essentielles en gouvernance de base, gestion de caisse, tenue simplifiée des registres et exécution des plans. Ce renforcement de capacités profite à leurs entreprises naissantes et renforce leur crédibilité, ouvrant l'accès au microfinancement et à d'autres opportunités.

Les entreprises doivent pouvoir accéder au crédit, mais les services financiers doivent aussi s'adapter aux producteurs locaux. TRIDE a donc engagé un dialogue avec des institutions financières pour mieux aligner les produits sur les calendriers agricoles. Les coopératives d'épargne et de crédit et les partenaires de microfinance ont conçu des prêts saisonniers, tandis que les groupes d'apprentissage identifient les emprunteurs et fournissent des garanties solidaires. Cette approche graduelle permet aux groupes de commencer petit, de prouver leur capacité de remboursement et de croître lorsque prix et contrats le permettent.

Le résultat est un vivier d'entreprises locales dirigées par des jeunes, capables de contribuer activement à leur communauté et à son avenir.

116 entreprises PIC
fonctionnent en groupe dans la
production et les services



76 % tiennent une comptabilité
permettant d'enregistrer
régulièrement les mouvements
de trésorerie



61 % élaborent des plans
guidant leurs achats et leurs
activités saisonnières



+90 % orientées vers le marché
et répondent à une demande
réelle



Qu'est-ce qu'un PIC?

Le PIC (Plan Intégré Collectif) est la filière entrepreneuriale collective de TRIDE. Il identifie des groupes de jeunes ou mixtes viables, les aide à élaborer un plan d'affaires simple, offre des formations pratiques courtes et assure un accompagnement rapproché. L'appui peut inclure des équipements légers ou des subventions de contrepartie, ainsi que des liens vers des prêts saisonniers des COOPEC (Coopératives d'Épargne et de Crédit). L'objectif est de transformer les plans de groupe en microentreprises orientées vers le marché et créatrices d'emplois locaux.

Exemple tiré du terrain : Un crédit qui respecte la saison

L'accès au financement est passé de l'idée à la pratique. L'Institution de Microfinance SMICO, dans la plaine de la Ruzizi, a conçu des prêts agricoles adaptés aux cycles de production. Certains prêts sont garantis par les coopératives, d'autres par des actifs. Des groupes d'apprentissage d'environ vingt producteurs identifient les emprunteurs et agissent comme garants solidaires. Le coaching de groupe encourage l'épargne et une gestion simple de la trésorerie. Du côté des entreprises, les groupes PIC tiennent leurs registres et élaborent leurs plans, ce qui leur permet de démontrer aux prêteurs leur activité et leur capacité de remboursement. Le recours au crédit individuel s'est accru, et les coopératives ont mobilisé contrats et titres fonciers pour accéder aux banques et aux financeurs sociaux. L'échelle est claire : commencer petit, établir un historique fiable et se développer lorsque le marché le permet.





Chaîne de valeur agricole

5 million kg de produits clés
commercialisés par les
coopératives appuyées



14 contrats signés en 2024
sécurisant volumes et prix



17 coopératives
répondent aux standards de
gouvernance exigés par les
acheteurs et les prêteurs



683 000 USD mobilisés
en crédit pour quatre
coopératives performantes



9,3 % des petits exploitants
accèdent à un prêt formel dans
un délai de douze mois



Des coopératives qui vendent plus et mieux

L'appui a porté à la fois sur le renforcement des bases de la production et sur l'amélioration du processus de commercialisation, afin que les coopératives puissent livrer de manière fiable et ponctuelle. La gouvernance et la transparence se sont améliorées conformément aux standards formels, renforçant la confiance des acheteurs et des institutions financières.

En 2024, les coopératives ont signé 14 contrats avec transformateurs et commerçants, définissant fenêtres de livraison et formules de prix. À mesure que les membres respectaient les spécifications convenues, les volumes commercialisés ont augmenté pour le riz, la pomme de terre, le café et le maïs. Au total, environ 5,1 millions de kilos ont été vendus : 2,3 millions de riz, 2,5 millions de pommes de terre, 200 000 de café, et environ 193 millions de litres de lait.

La qualité des semences s'est également renforcée. Les efforts de recherche et de contrôle ont permis la multiplication de semences de riz et de pomme de terre dans la plaine de la Ruzizi et à Masisi. En 2024, ADRI-KIVU, AMANI et COAPAKA ont produit plus de 26 tonnes de semences de riz et 50 000 mini-tubercules de pomme de terre, tandis que l'INERA a produit 1,7 tonne de nouvelles variétés.

Là où la gouvernance était solide, le financement a suivi. Un total de 683 000 USD a été mobilisé pour quatre coopératives — AMKA, COOPAMAK, KACCO et CAT-

KIVU. Les institutions financières ont utilisé les contrats comme base pour les crédits de fonds de roulement, avec de meilleures conditions lorsque des titres fonciers étaient disponibles. Les coopératives les plus performantes ont renforcé leurs liens opérationnels avec les banques. Les partenaires d'épargne et de crédit ont proposé des prêts saisonniers, tandis que les groupes d'apprentissage ont aidé à identifier les emprunteurs et à fournir des garanties solidaires.

Ensemble, gouvernance renforcée, contrats clairs, semences améliorées et produits financiers adaptés expliquent la hausse des volumes, la signature de nouveaux accords, le nombre croissant de coopératives répondant aux standards formels et leur capacité à mobiliser des crédits importants. Pour les petits exploitants, cela ouvre une voie vers le crédit formel via leur coopérative ; pour les acheteurs, un approvisionnement plus constant ; pour les prêteurs, un risque réduit grâce à des flux documentés et transparents.

Exemple tiré du terrain : Qualité des semences de riz dans la plaine de la Ruzizi

Avec INERA et SENASEM, TRIDE a soutenu l'introduction et la multiplication de semences de riz de qualité. Des agronomes ont supervisé les parcelles et assuré la maintenance variétale. Les flux de semences ont été organisés pour que les coopératives et les producteurs accèdent aux stocks certifiés au bon moment. Le changement est visible dans les champs : les agriculteurs plantent des semences qui germent uniformément et répondent aux attentes des acheteurs. En aval, les coopératives négocient les volumes avec davantage d'assurance. Cette plateforme semencière s'inscrit dans un effort plus large portant sur les contrats, la gestion post-récolte et le financement, de sorte que les progrès se renforcent mutuellement.





Gouvernance

Des plans, des structures et des services qui fonctionnent

La gouvernance est un élément transversal de TRIDE, intégré dans chaque composante du programme. Dans toutes les zones d'intervention, le programme renforce les structures communautaires et, lorsque possible, les structures administratives afin qu'elles se coordonnent mieux, fournissent des services et accompagnent ménages et petites entreprises.

TRIDE collabore étroitement avec les comités de bassin versant, les Comités Villageois de Développement (CVD) et les Comités de Développement du Groupement (CDG). Ces structures planifient les travaux communautaires, mobilisent la main-d'œuvre, gèrent les conflits locaux et assurent le suivi de la maintenance quotidienne. À ce titre, 19 CDG ont coordonné la construction et la réhabilitation de plus de 100 km de routes de desserte agricole, l'aménagement de 5 marchés locaux, la distribution de 180 657 plantules contre l'érosion, la diffusion de 86 émissions radios de sensibilisation et l'appui mécanisé de 343 producteurs pour le labour de 400 ha. Leurs décisions alimentent les chefferies et les services techniques, créant un lien fonctionnel avec les autorités formelles. Lorsque la sécurité limitait les déplacements, les comités ont été appuyés à distance via radios communautaires, suivi téléphonique et courtes visites de terrain, permettant à la planification et au suivi de se poursuivre.

Au Sud-Kivu, les Plans de Développement Local ont avancé grâce à une large participation communautaire dans des chefferies comme Buloho et Ntambuka. Les CDG ont coordonné travaux publics et médiation, tandis

3 municipalités appuyées pour élaborer des Plans de Développement Local reflétant les priorités des petits producteurs



19 CDG ont renforcé l'accès aux marchés des petits producteurs via routes rurales, marchés locaux et services agricoles.



2 648 acteurs ont participé aux dialogues fiscaux, renforçant la transparence locale



68 coopératives enregistrées conformément au droit OHADA



Qu'est-ce que le CDG et le CVD ?

Le CVD (Comité Villageois de Développement) est l'organe de développement au niveau du village. Il porte la vision communautaire, mobilise les habitants pour les travaux collectifs et contribue à transformer les priorités issues des PIP en actions concrètes.

Le CDG (Comité de Développement du Groupement) est l'organe de développement au niveau du groupement. Il remplit deux fonctions principales : fournir des services directs aux petits producteurs et aux coopératives, et renforcer les sous-structures telles que les CVD et les comités de bassin versant. Les CDG gèrent également la prévention et la médiation des conflits locaux dans le cadre de leur mandat communautaire, et coordonnent les plans d'action et leur suivi entre les villages.

que les CVD mobilisaient la main-d'œuvre pour répondre aux priorités communautaires. Les bureaux administratifs ont été équipés et accompagnés pour renforcer supervision et suivi. À Mbinga Sud, le CDG et la chefferie de Buhavu ont coordonné l'extension du réseau électrique vers Ihusi et Cibanja.

Grâce à cet appui combiné aux structures communautaires et aux administrations locales, TRIDE renforce la prise de décision transparente, consolide les institutions chargées des services et garantit la participation inclusive des ménages, des femmes et des jeunes. Cette base de gouvernance soutient la durabilité des progrès dans toutes les autres composantes du programme.

Success story: Power for Ihusi and Cibanja

À Mbinga Sud, le CDG et la chefferie de Buhavu ont coordonné l'extension du réseau électrique jusqu'au centre d'Ihusi et au village de Cibanja. Dix kilomètres de câbles ont été installés et deux transformateurs posés, desservant plus de 5 000 ménages. Le programme n'a pas réinventé la roue : il s'est appuyé sur des plans existants, des rôles clairement définis et un suivi constant. L'électricité réduit les coûts pour les petites entreprises, améliore la sécurité et renforce la fiabilité des services publics. Cet exemple montre comment des plateformes de comités peuvent transformer une vision villageoise en amélioration concrète des services en alignant prestataires et autorités.





Genre

47,4 % des contrats d'accès à la terre sont signés par des femmes



+40 % des agriculteurs innovants sont des femmes qui jouent un rôle moteur dans l'adoption des pratiques



33 % des membres des coopératives sont des femmes



51 % des sièges dans les Comités de Gestion des Plaintes (CGP) sont occupés par des femmes



99,5 % des femmes interrogées déclarent qu'aucune activité n'a aggravé les tensions



Participation et bénéfices pour les femmes et les groupes marginalisés

Dans les zones TRIDE, les femmes accèdent à la terre grâce à des accords formalisés et occupent des rôles de plus en plus visibles comme agricultrices, formatrices ou dirigeantes coopératives. Leur participation progresse aussi dans les groupes générateurs de revenus et dans les comités de retours et plaintes, où elles détiennent désormais plus de la moitié des sièges, rendant les services plus réactifs et la gestion quotidienne plus solide.

Ces avancées résultent de pratiques concrètes plutôt que de formations ponctuelles. Les sessions de planification familiale réunissent hommes et femmes pour examiner ressources, tâches et priorités, et convenir d'un plan saisonnier. Les réunions villageoises sont conçues pour permettre aux femmes de s'exprimer grâce à des tours de parole clairs, des travaux en groupes et un suivi garantissant un équilibre de participation. Lorsque des écarts apparaissent, la facilitation s'adapte pour assurer leur pleine participation aux décisions.

Au sein des coopératives, la progression de la participation féminine est soutenue par des pratiques simples : réunions annoncées à l'avance, horaires accessibles, comptes rendus clairs et règles transparentes. Le coaching privilégie des rôles pratiques — tenue des registres, contrôle qualité, participation aux comités d'audit et de plaintes. Lorsque les femmes sont aussi formatrices, ces compétences influencent directement les décisions de production et de post-récolte au niveau des ménages.

Le suivi dans toutes les composantes interroge l'impact des activités sur les tensions locales. Les femmes déclarent généralement que celles-ci n'ont pas augmenté, et les facilitateurs ajustent leurs approches en cas de risque. Ces résultats témoignent non seulement d'une participation accrue, mais aussi d'un leadership concret et d'un partage des responsabilités.

Pourquoi les femmes comptent !

Lorsque les femmes participent aux décisions des ménages et des villages, les familles planifient mieux et gèrent plus consciemment le temps, la main-d'œuvre et le revenu. Cela se produit lorsque la planification est conjointe, et non descendante, et s'étend aux réunions villageoises où les priorités sont fixées collectivement. Les communautés agissent ensuite sur ces priorités, unissant leurs efforts pour aménager des sentiers, des marchés et des points d'eau, ce qui renforce les services quotidiens et la cohésion locale.

Garantir aux femmes un véritable accès et une voix renforce la redevabilité des systèmes. Dans les zones d'intervention de TRIDE, les femmes obtiennent la terre grâce à des accords formalisés et jouent un rôle central dans les comités de retours et de plaintes, améliorant l'équité dans la prestation des services. C'est pourquoi le genre est traité comme un thème transversal dans TRIDE. La représentation des femmes dans le foncier, le PIP (voir p. 13), la GIRE, les chaînes de valeur et la gouvernance n'est pas un ajout : c'est une condition pour obtenir de meilleurs résultats et réduire les risques de conflit.





Transitions durables – Inscrire TRIDE dans la durée

Les résultats de TRIDE ont été conçus pour s'inscrire dans les cadres politiques provinciaux et nationaux existants, afin que les pratiques se poursuivent après le programme. Cela inclut la reconnaissance formelle des approches, la création de services mandatés et un travail avec les autorités sur les instruments juridiques et de planification.

Sur **le foncier**, TRIDE s'est aligné étroitement sur la réforme nationale. L'équipe a coorganisé un atelier à Bukavu sur la Stratégie Provinciale d'Intervention Foncière (SPIF) et appuyé les deux coordinations provinciales de la CONAREF pour élaborer feuilles de route et plans d'action 2024. Le soutien a aussi porté sur la rédaction d'édits et de décrets visant à améliorer la gouvernance foncière, ainsi que sur des ateliers de renforcement des capacités pour acteurs étatiques et non étatiques. Ce travail relie les pratiques locales à l'architecture de la réforme.

Sur la **gouvernance de l'eau**, TRIDE a appuyé des textes provinciaux permettant la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Au Nord-Kivu, le plaidoyer local a conduit à un projet de décret créant les comités de bassin versant et un Conseil Consultatif de l'Eau. Le programme a travaillé avec les services provinciaux et la commission des lois pour faire avancer ces textes, qui opérationnalisent les règles de gestion de l'eau et créent des structures pérennes.

Les Plans de Développement Local ont été la voie principale pour intégrer les approches dans la planification territoriale. TRIDE a organisé des ateliers avec les ETD pour préparer, réviser et valider les PDL. Trois chefferies ont avancé ; deux plans finalisés utilisent explicitement l'approche PIP comme stratégie de mise en œuvre. Les visions villageoises ont été alignées avec les PDL des chefferies et le plan provincial du Sud-Kivu, assurant une cohérence du ménage au niveau provincial.

TRIDE a aussi travaillé à **intégrer le PIP dans la vulgarisation agricole**. Une note technique du Service National de Vulgarisation Agricole recommandant le PIP comme technique d'extension a été soumise aux autorités provinciales.

La durabilité est renforcée car ces résultats reposent sur des lois, des politiques et des services publics existants. Des décrets provinciaux soutiennent désormais les méthodes clés, le Cadastre Agricole est opérationnel pour appliquer les règles foncières, et de nombreuses structures locales disposent de lignes budgétaires dédiées, tandis que les communautés poursuivent la mise en œuvre de leurs plans.



**Vereniging van
Nederlandse Gemeenten International**

Nassaulaan 12
2514 JS Den Haag
+31 70 373 84 01

vng-international@vng.nl
novembre 2025